



Presse

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

presse@parti-socialiste.fr

Jeudi 27 novembre 2008,

Communiqué de Martine AUBRY Première secrétaire du Parti Socialiste

Alors que la Ministre de l'Economie et des Finances continue de nier la réalité en prétendant que la France n'est pas en récession, les chiffres du chômage rendus publics ce soir confirment la gravité de la crise économique dans laquelle s'enfonce notre pays.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 46 900 en octobre. C'est le huitième mois d'augmentation depuis le début de l'année. Le cap symbolique des deux millions de chômeurs vient d'être franchi. Ces résultats reflètent les annonces quotidiennes de plans de licenciements que les français subissent et expliquent les inquiétudes de tous les salariés.

Le Parti Socialiste dénonce la politique économique du Président de la République injuste et inefficace, qui a fragilisé notre pays avant même la crise financière et qui aujourd'hui lui en fait subir plus durement qu'ailleurs les conséquences.

L'urgence exige un changement radical de cap économique. Nous appelons le Président de la République à prendre les décisions qui s'imposent, comme le font la plupart des pays européens. L'Espagne a annoncé aujourd'hui même un plan complémentaire de travaux publics et de relance de l'activité de 11 milliards d'euros.

Notre pays a besoin d'un sursaut qui passe par la relance immédiate du secteur de la construction –nous proposons un grand plan de 300 000 logements sociaux -, le renforcement des dotations aux collectivités locales afin qu'elles puissent développer leurs programmes d'investissement –3/4 des investissements publics -. Nous demandons par ailleurs des mesures immédiates pour le pouvoir d'achat des français.

Pour financer ces mesures, nous demandons l'annulation de la loi TEPA –ou à tout le moins sa mise entre parenthèses- et l'annulation d'une partie des niches fiscales de 70 milliards.

Il faut enfin retrouver une politique de l'emploi digne de ce nom, bien loin de la limitation à seulement 25 bassins d'emplois des contrats de transition professionnelle annoncés à Valenciennes, alors que le chômage frappe partout dans notre pays (400 bassins d'emploi). Et bien loin aussi des 100 000 emplois aidés annoncés dans les Ardennes, simple réinscription dans le budget de ceux supprimés trois semaines auparavant !